

SYNTHESE
RAPPORT SEMESTRE 5

Le titre du projet	PREVENIR LES VIOLENCES SEXISTES ET LES VIOLATIONS DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES ADOLESCENTES POUR RÉDUIRE LES GROSSESSES PRÉCOCES AU TOGO
Le numéro que le CRDI lui a attribué	109020-001
Le nom du bénéficiaire	WILDAF AO et de l'ATBEF
Le pays dans lequel le projet est exécuté	TOGO
Le nom des personnes qui composent l'équipe de recherche	- Dr Fatoumata OUATTARA-TRAORE, Anthropologue, chargée de recherche à l'IRD - M. Atavi-Mensah EDORH, Statisticien à l'URD - Dr Sitsopé Ayawavi TOUDEKA, Sociologue, Chercheure à l'URD - Dr Digo E. K. D. AKAKPO-AHIANYO, Sociologue, Chercheur à l'URD - Dr Kodjo Sébastien SEGNIAGBETO, Sociologue, Consultant - Mme Abla Ahouefa Noussoessi Michelle AGUEY, Juriste, Consultante
La période visée par le rapport	1^{er} AVRIL au 30 SEPTEMBRE 2021
La date de présentation au CRDI.	13 OCTOBRE 2021

1. Synthèse :

Le projet « Prévenir les violences sexistes et les violations des droits sexuels et reproductifs des adolescentes pour réduire les grossesses d'adolescentes au Togo » démarré en Mars 2019, s'est poursuivi durant la période couverte par le rapport (01^{er} Avril au 30 Septembre 2021). Le WiLDAF-AO et l'ATBEF ont poursuivi la mise en œuvre du modèle d'intervention. Les 2 dernières sessions de renforcement ont été conduites et les acteurs impliqués se sont mis à la tâche pour créer les conditions pour répondre de manière adéquate aux diverses violations de droits. Les 3 catégories d'acteurs dont les capacités ont été renforcés ont eu à cœur de sensibiliser particulièrement les jeunes mais également des adultes et de leur apporter une assistance à la fois médicale et juridique afin qu'ils bénéficient de leurs droits.

Les activités réalisées comprennent : principalement la poursuite et la fin des renforcements de capacités, le démarrage des activités de sensibilisation, l'organisation des services mobiles cliniques et juridiques, la rédaction d'article scientifique et de note politique et le suivi de la mise en œuvre.

2. Problème sur lequel porte la recherche :

Le projet traite du problème des Violences sexuelles et sexistes dans leurs liens corrélatifs avec la survenue des grossesses des adolescentes et donc la violation de leurs Droits en matière de santé Sexuelle et Reproductives (DSSR).

Il cherche spécifiquement à répondre aux questions de recherche suivantes :

Quels sont les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes ?

Quelles sont les conséquences des VBG sur la SDR des adolescentes ?

Comment et dans quelles mesures les réponses des différents acteurs dans la prévention et la lutte contre les grossesses précoces des adolescentes intègrent-elles les violences basées sur le genre qui leur sont associées pour améliorer la jouissance de leurs droits sexuels et reproductifs ?

Quel modèle d'actions intégrées est susceptible d'améliorer la jouissance par les adolescents de leurs SDR et mieux les protéger contre les VBG et limiter les GP ?

3. Constatations de la recherche :

Pour cette étape la contribution de l'URD à l'élaboration du projet concerne la valorisation des résultats de la recherche sur le plan scientifique : il s'agit de la rédaction d'un article scientifique et d'un policy brief.

4. Exécution et gestion du projet :

4.1. Rappel des activités prévues pour la période

ACTIVITES	Sous activités	CALENDRIER
Activités scientifiques	Rédaction de (01) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Avril- Mai 2021
	Élaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Avril Mai 2021
Activités d'intervention : Renforcement des capacités des adolescentes, des professionnels et des communautaires	Formation des Leaders communautaires	Mai 2021
	Formation des adolescents	Avril 2021
Plaidoyer au niveau local et national	Élaboration des documents de plaidoyers	Mai – Juin 2021
	Visite de plaidoyer	A la demande
	Participation aux réunions/Visite de plaidoyers auprès des partenaires et institutions internationales	A la demande
Activité de Sensibilisation	Sensibilisation des communautés/des filles/autorités traditionnelles et leaders communautaires	Activité continue
Diffusion des résultats et stratégies d'engagement avec les utilisateurs	Diffusion et activités d'engagement et d'interactions avec les utilisateurs clés des résultats au niveau	A partir de Avril 2021

	national et au niveau régional	
--	--------------------------------	--

4.2. Le niveau de mise en œuvre des activités

Trois des cinq activités de la période ont été mises en route. Il s'agit des activités de renforcement des capacités des adolescentes, des professionnels et des communautaires, des activités de sensibilisations et la rédaction des premiers articles scientifiques.

4.2.1.les activités scientifiques

Trois principales activités ont été réalisées par les acteurs de l'URD durant le semestre 5. Il s'agit de : (i) la participation des chercheurs aux journées d'étude du Centre d'Anthropologie Culturel (CANTHEL) et du CRMPS de l'Université de Paris. Une communication a été faite à ces journées. (ii) l'élaboration d'un policy brief à partir des résultats de l'étude de base et enfin, la rédaction d'un texte qui constituera un chapitre d'ouvrage qui sera coordonné par les organisateurs des journées d'étude citées ci-dessus. L'ouvrage sera publié à Paris, aux éditions Karéline.

4.2.1.1. le policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base

Conformément aux clauses du contrat, un policy brief a été rédigé. En partant du constat selon lequel les grossesses des adolescentes persistent et prennent de l'ampleur en milieu scolaire malgré les actions menées par le gouvernement, les ONG et les Organisations de la Société Civile, le contenu du policy brief intitulé « les grossesses des adolescentes au Togo : un phénomène encouragé par les Violences Basées sur le Genre », met en exergue les liens entre les grossesses des adolescentes, la prégnance des Violences Basées sur le Genre et la méconnaissance des Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents. La note met l'accent sur l'importance de la prise en compte des VBG et des DSR dans les réponses à donner au phénomène de grossesses d'adolescentes et propose les recommandations suivantes aux politiques publiques : i) l'adoption d'une loi contre les violences basées sur le genre en lien avec les grossesses d'adolescentes, ii) l'harmonisation des approches de lutte contre les Grossesses d'Adolescentes en lien avec les VBG et la SDSR ; iii) l'élaboration d'une stratégie permettant d'informer les adolescents sur les GA en lien avec les VBG et la SDSR ainsi que la prise en compte du phénomène dans les programmes de formation et scolaire, iv) la proposition de messages convaincants sur la Santé et Droits Sexuels et Reproductive et sur les VBG au Togo.

4.2.1.2. Participation de l'URD aux journées d'études du Centre d'Anthropologie Culturel (CANTHEL) et du CRMPS de l'Université de Paris

Du côté de l'URD, une communication a été proposée aux journées d'études du Centre d'Anthropologie Culturel (CANTHEL) et du CRMPS de l'Université de Paris. Le thème des journées d'études est intitulé « Sorcellerie et harcèlement moral : formes de la violence insidieuse ». Les journées se sont déroulées en ligne les 14 et 15 Avril 2021. Le projet de communication a reçu l'avis favorable du comité scientifique des organisateurs.

Présentée le 14 Avril, La communication s'intitulait : « La violence de l'envoûtement utilisé par les hommes pour avoir des relations sexuelles avec les jeunes filles au Togo ». Les questions de recherche autour desquelles la communication est axée sont les suivantes :

- Quelles sont les stratégies utilisées par les hommes pour envoûter les filles ?
- Quelles sont les conséquences des pratiques d'envoûtement sur les jeunes filles ?

Les stratégies d'envoûtement utilisées par les hommes afin d'obtenir des relations sexuelles avec les jeunes filles et les conséquences des pratiques d'envoûtement sur les filles ont été exposées.

4.2.1.3. Rédaction d'un (1) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base

Consécutivement à la participation aux journées d'étude, les acteurs de l'URD se sont attelés à la rédaction d'un article pour un projet d'édition d'ouvrage collectif.

L'article concerne les questions d'envoûtement en lien avec la problématique des violences sexuelles. L'étude de base a en effet mis en relief la présence des violences sexistes et sexuelles dans les communautés de l'étude et le recours par les hommes à l'envoûtement pour opérer ces formes de violences. L'article porte le titre suivant : « Harcèlement sexuel et viol des jeunes filles sous envoûtement : représentations et pratiques sociales liées à la sorcellerie dans le cadre de relations sexuelles non consenties au Togo ». Le texte est proposé par Digo E. K. D. AKAKPO-AHIANYO (premier auteur), Marie Reine TOUDEKA A. et Fatoumata OUATTARA. L'objectif du chapitre consiste à (i) appréhender les stratégies utilisées par les hommes pour envoûter les jeunes filles dans le but d'avoir des rapports sexuels avec elles ; (ii) identifier les conséquences, et (iii) les implications de l'envoûtement sur la jeune fille et sur les rapports sociaux de genre.

Premièrement, l'analyse révèle des représentations et des pratiques socio-culturelles associées aux envoûtements des jeunes filles.

Secundo, les données de terrain révèlent l'importance du don ou des cadeaux dans les échanges sexuels imposés. Par exemple, l'homme qui fait un cadeau à

une jeune fille s'attend en retour à ce qu'elle accepte en retour une relation sexuelle. Ce mécanisme du don/contre-don est instrumentalisé par certains hommes pour proposer des cadeaux destinés à envoûter les jeunes filles.

Tertio, les résultats font ressortir le rôle de la domination masculine sur la fille. Le facteur qui illustre particulièrement la domination masculine dans des sociétés patriarcales « justifie » l'ambition des hommes d'imposer des relations sexuelles obligées aux jeunes filles, quel qu'en soit le moyen, en dépit de son refus, et peu importe les conséquences que cette dernière peut en subir. L'envoûtement s'associe à exercer un contrôle psychologique et physiologique de la fille.

La contribution sera publiée comme un chapitre d'ouvrage collectif aux Editions Archives Karéline de Paris. Les Archives Karéline ont un excellent niveau technique d'édition des textes et leurs ouvrages sont disponibles sur commande en librairie et sur les sites marchands spécialisés. La parution de l'ouvrage est prévue pour l'année 2022. Les remarques des éditeurs de l'ouvrage sont attendues dans les prochaines semaines. Le processus de publication fera l'objet de suivi.

4.2.2. Renforcement de capacité des acteurs

Le projet de prévention des violences basées sur le genre pour réduire les grossesses précoces au Togo, requiert la synergie d'action de plusieurs acteurs œuvrant aussi bien au niveau central que décentralisé et même dans les collectivités locales, en vue d'atteindre les objectifs fixés. Pour ce faire, certains acteurs ciblés ont été renforcés sur les thématiques liées aux VBG et DSR en vue de les outiller pour leur prévention dans les localités bénéficiaires. Ainsi, pour la période couverte par ce rapport, les acteurs locaux, constitués en membres jeunes et adultes des plateformes de lutte contre les VBG ont été renforcés sur les thèmes liés aux droits humains, aux violences basées sur le genre et aux droits en santé sexuelle et de la reproduction.

La première formation, s'est déroulée du 10 au 17 Avril 2021. Elle a eu comme bénéficiaires des jeunes adolescents, composés de scolaires et de non scolaires afin de toucher toutes les cibles jeunes des localités bénéficiaires.

La seconde, s'est déroulée du 25 au 30 Mai 2021. Elle a regroupé les adultes issus de toutes les classes sociales (la chefferie, les leaders animistes, chrétiens et musulmans, des cultivateurs, commerçants, patrons d'ateliers, des agents de mairie, des enseignants) des localités bénéficiaires. Ces cibles formées deviennent ainsi des acteurs engagés dans la lutte contre les VBG à travers les activités de sensibilisation, le signalement des cas de grossesses et violences. Elles contribuent à la prise en charge des différentes violations par les prestataires de service d'assistance médicale et juridique formés.

Le renforcement de capacité des acteurs s'est fait dans le respect strict des mesures barrières imposées par le gouvernement en vue de diminuer le risque de contamination au COVID19.

Deux équipes, composées du personnel de WILDAF AO et de l'ATBEF, ont été déployées dans les deux préfectures bénéficiaires (Ogou et Kloto) afin de mener de façon simultanée la formation des acteurs. Ainsi, pendant qu'une équipe s'est rendue dans le Kloto pour former en une session les jeunes de Lavié et de Tové, l'autre est allée dans l'Ogou pour former les jeunes de Akparé et de Yorokpodji. La formation des adultes a été faite pareillement.

4.2.2.1. Le renforcement de capacité des adolescentes et adolescents

Au nombre de 100, à raison de 25 jeunes par localité bénéficiaire, les adolescentes et adolescents, composés de scolaires et d'extra scolaires, ont été renforcés du 10 au 17 Avril 2021, et outillés pour prévenir les VBG en lien avec les grossesses précoces dans leur communauté respective.

➤ Les sessions de formation

Au total, 04 sessions de formations ont été tenues à raison d'une session par localité bénéficiaire. Plusieurs modules ont meublé cette formation permettant ainsi aux adolescents et adolescentes de prendre conscience de l'emprise des violences sur leur vie et des conséquences néfastes des grossesses précoces. La supervision de la formation a été faite non seulement par les partenaires d'exécution mais aussi par les acteurs impliqués à l'instar du Responsable des Formations Sanitaires, les Inspecteurs d'enseignement deuxième degré, les directeurs d'établissement et le responsable formation de la Direction Régionale d'Enseignement.

Les modules déroulés sont les suivants :

- Importance de travailler avec les jeunes
- Introduction au genre
- Droits humains
- Droits en Santé Sexuels et de la Reproduction des jeunes
- Education Sexuelle Complète : Aptitude de vie
- Violences Basées sur le Genre : Types, causes et Conséquences
- Violences Basées sur le Genre : Les dispositions légales
- Mécanismes de dénonciation des cas de VBG
- Egalité de genre et masculinité positive
- Leadership féminin et participation à la prise de décision
- Techniques de communication et plaidoyer des jeunes
- Techniques d'éducation juridique populaire
- Rôles et responsabilités des membres
- Plan d'action

➤ Les résultats,

Selon les objectifs fixés, les résultats suivants ont été obtenus :

100 jeunes dont 52 filles membres de la plateforme des localités d'intervention :

- Connaissent les droits humains et les droits en santé sexuelle et reproductives des jeunes ;

- Sont renforcés sur les violences basées sur le genre et leurs conséquences de même que sur les lois sanctionnant les violences et les mécanismes de dénonciation des cas de violences
- Connaissent leurs rôles et responsabilités dans la lutte contre les violences
- Connaissent et sont sensibilisés sur les questions de genres et plus particulièrement sur les inégalités dans les rapports de genre et sont aptes à faire évoluer les relations garçons/filles et Hommes/femmes ;
- Sont renforcés en éducation sexuelle complète
- Sont renforcés en vue d'apporter les solutions durables aux violations des droits en santé de la reproduction
- Sont renforcés en matière de leadership de communication, d'éducation juridique populaire et de plaidoyer
- Connaissent et ont pris conscience des enjeux de leur participation dans les associations communautaires et de jeunes afin d'assurer par eux-mêmes la prise des décisions les concernant
- Se sont engagés à faire bénéficier à leur communauté et autres jeunes des acquis de leur renforcement de capacité.

➤ **Evaluation des sessions de formation**

A la fin de chaque journée, les participants font une évaluation avant la clôture des activités. Les évaluations de la formation sont consignées dans les tableaux ci-dessous.

Localités	Jours	Très satisfaits	Satisfaits	Moins satisfaits
Ogou + Kloto	J1	100	0	0
	J2	99	1	0
	J3	100	0	0
	J4	100	0	0

4.2.2.2. Renforcement de capacités des communautaires, membres adultes des plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre

En vue de lutter efficacement contre les violences basées sur le genre en lien avec les grossesses précoces, une des recommandations de l'étude de base et élément du modèle d'intervention est la nécessité de renforcer les adultes des communautés bénéficiaires sur les thématiques en lien avec les VBG et la SSDR. Ainsi, 80 adultes, à raison de 20 adultes par localité d'intervention, ont été formés du 25 au 30 Mai 2021 et outillés pour la prévention des violences dans les communautés bénéficiaires. Ils sont composés de membres de la chefferie, des leaders animistes, chrétiens et musulmans, des cultivateurs, commerçants, patrons d'ateliers, des agents de mairie et des enseignants.

➤ **Les sessions de formation**

Au total, 04 sessions de formation ont été organisées à raison d'une session par localité bénéficiaire. Les modules déroulés lors de la formation ont permis aux adultes de prendre conscience des conséquences des violences basées sur le genre dans la vie des adolescents et de la non jouissance par les jeunes de leurs droits en santé sexuelle et reproductive, afin de mieux les protéger et d'assurer leur plein épanouissement. La supervision de la formation a été faite par les Directeurs préfectoraux des Actions Sociales, le Chef Département Programmes en plus du Coordinateur Région des Plateaux de l'ATBEF. Les modules déroulés lors de la formation sont les suivants :

- Rappel de l'étude de base
- Introduction au genre
- Droits humains fondamentaux
- Droits en santé sexuelle et de la reproduction
- Santé sexuelle et de la reproduction
- Avantages de la planification familiale
- Education Sexuelle Complète (ESC)
- Violences basées sur le genre (types, causes et conséquences)
- Dispositions légales contre la violence
- Mécanismes de dénonciation des cas de violences
- Egalité de genre et la masculinité positive
- Leadership féminin et participation à la prise de décision
- Plaidoyer
- Technique d'éducation juridique populaire
- Rôles et responsabilités des membres
- Plan d'action des plateformes
- Rencontre entre les acteurs (définition de modalités de collaboration pratiques entre acteurs)

➤ **Les résultats**

Conformément aux objectifs fixés, les résultats suivants ont été obtenus :

80 adultes dont 40 femmes membres des plateformes adultes des localités d'intervention ont eu leurs capacités renforcées sur :

- les droits humains et les droits en santé sexuelle et reproductive des jeunes ;
- les lois sanctionnant les violences et les mécanismes de dénonciation des cas de violences ;

ces cibles connaissent et déclarent avoir maîtrisé leur rôles et responsabilités dans la lutte contre les violences. Elles ont par conséquent adopté des modalités d'organisations selon lesquelles, Elles pourront faire bénéficier à leur communauté et aux jeunes, les acquis de leur renforcement de capacité.

➤ **Evaluation des sessions de formation**

Les évaluations journalières lors des formations sont consignées dans le tableau ci-dessous

Localités	Jours	Très satisfaits	Satisfaits	Moins satisfaits
Ogou	J1	39	0	0
	J2	39	0	0
	J3	39	0	0
Kloto	J1	40	0	0
	J2	25	15	0
	J3	40	0	0

4.2.3. Offre de services SSR cliniques et juridiques en stratégie mobile dans les localités bénéficiaires

Dans l'optique de faciliter l'accès aux services cliniques SSR et juridiques de prise en charge des violences basées sur le genre par les populations bénéficiaires, la Coordination Plateaux ATBEF en collaboration avec les acteurs impliqués (santé, Action Sociale, ONG) a organisé du 13 au 17 Septembre 2021, une stratégie mobile d'offre de services susmentionnés. En prélude à l'offre de service, les agents de suivi, avec l'appui des membres des plateformes de lutte contre les VBG, ont organisé une campagne de sensibilisation de masse informant les populations bénéficiaires de la venue imminente d'une clinique mobile dans leur communauté respective et des principaux services qui seront offerts. A la veille de chaque offre de services, le véhicule de la Coordination Plateaux, a sillonné les localités bénéficiaires et ses environs afin de porter le message dans les villages encore reculés des cantons d'intervention. Malgré les mesures restrictives imposées par le gouvernement à partir du 10 septembre à cause de la flambée des cas COVID, l'offre de services a été maintenue dans le respect des mesures barrières, obligeant l'équipe mobile à s'adapter aux exigences du gouvernement. Ces dispositions prises à la veille de la stratégie mobile ont impacté le déroulement des activités sur le terrain et par ricochet les résultats obtenus. Cependant ce nombre de personnes ayant bénéficié des services est tout à fait encourageant comme l'indique le tableau ci-après :

Localités	Types de services	Personnes touchées		Total	Services
		Moins de 24 ans	Plus de 24		
Ogou + Kloto	Planification familiale	83	87	170	340
	Infections Sexuellement Transmissibles	105	172	277	281
	VIH	104	195	299	1196
	total SSR	292	454	746	1817

	Sensibilisations et causeries sur les VBG	65	140	205	205
	Conseils juridiques sur les VBG	2	28	30	30
	Total Services VBG	67	168	235	235

Par ailleurs, il est important de rappeler que, outre la campagne d'offre de services cliniques de SSR et juridiques de prise en charge des VBG, les prestataires cliniques formés ont eu à intégrer dans leurs prestation la prise en charge des VBG à travers la synergie d'action de tous les acteurs formés. En effet, à la suite du renforcement de capacité des acteurs impliqués (prestataires cliniques, para juristes, juges, points focaux de VBG dans les ONG, Directeur Préfectoral de l'Assistance Sociale, Enseignants, gendarmes), les cas de VBG signalés dans les zones d'intervention ont connu une meilleure prise en charge. Quel que soit l'acteur saisi en premier, la victime est orientée vers le circuit adéquat à suivre pour bénéficier d'une prise en charge efficace. Selon les cas, certains acteurs se réfèrent à l'expertise des acteurs indiqués pour que la victime soit assistée et obtiennent réparation.

Comme notifié dans la session sur les causeries éducatives, les cas de violences recensés depuis la formation des acteurs sont notifiés dans le tableau ci-après :

4.2.4. Les émissions de sensibilisation

Les émissions de sensibilisation radiophonique

À la suite du renforcement de capacité des membres des plateformes de lutte contre les VBG, il s'est avéré également important de diffuser les messages de prévention des VBG en lien avec les grossesses précoces dans toutes les préfectures d'intervention à travers les émissions médias. Ainsi du 22 au 23 juillet 2021, les représentants de tous acteurs se sont réunis en un atelier de 2 jours pour élaborer et adopter des messages et thèmes sur lesquels porteront les sensibilisations afin de lutter contre les VBG et promouvoir SR.

Faisant suite à cet atelier et conformément aux directives du modèle d'intervention, un contrat a été signé respectivement avec les radios VGK (la Voix du Grand Koto) sises à Kpalimé et la Paix à Atakpamé. Ainsi, avec la collaboration des acteurs formés dans le cadre du projet, les émissions radiophoniques sont planifiées sur les thèmes suivants :

- Causes des grossesses précoces
- Conséquences des grossesses précoces
- COVID 19 et grossesses précoces
- L'Education Sexuelle Complète
- Rôle des parents dans l'éducation sexuelle des jeunes et adolescents
- Relation jeune homme, jeune fille
- Je suis victime de violence, où trouver de l'aide ?
- L'accès aux services de santé sexuelle de la reproduction, un droit pour les jeunes et adolescents
- Faisons davantage connaissance avec les services de santé adaptés aux jeunes et adolescents

- Les pratiques culturelles néfastes sur la sexualité des jeunes
- Prévention des grossesses précoces en milieu scolaire, la part de responsabilité des parents et des jeunes
- Quels sont mes droits en Santé Sexuelle de la Reproduction

Les causeries éducatives dans les localités bénéficiaires

Les membres des plateformes de lutte contre les VBG ont acquis lors de leur renforcement de capacités des techniques de communication et d'éducation juridique populaire les outillant à transmettre les messages de qualité en lien avec les VBG à leurs pairs en vue de leur prévention et de réduire les grossesses précoces dans leur communauté respective. Les différentes activités de sensibilisation menées par les membres des plateformes pendant la période couverte par le rapport sont mentionnées dans le tableau suivant :

LOCALITES	CAUSERIES EDUCATIVES DES JEUNES	CAUSERIES EDUCATIVES DES ADULTES	CAS DE VIOLENCES
AKPARE	3	6	3
YOROKPODJI	2	4	1
TOTAL	5	10	4
LAVIE	5	4	5
TOVE	3	3	7
TOTAL	8	7	12

Outre les causeries éducatives, plusieurs activités de sensibilisation (17), d'entretien individuel (32) et de visite à domicile (9) ont été réalisées par les membres des plateformes de lutte contre les VBG. Ainsi dans la préfecture de l'Ogou, 795 personnes ont été touchées dont 676 jeunes et dans le Kloto, 2901 personnes dont 1265 jeunes.

Les principaux thèmes développés lors des activités de sensibilisation sont entre autres :

Mariage précoces et violences basées sur le genre

Violences basées sur le genre

Harcèlement sexuel

Causes des grossesses précoces

Conséquences des grossesses précoces

Types de violences

VBG et les Grossesses précoces en milieu scolaire

Planification familiale, VBG et les grossesses précoces

Importance de la jeunesse

Masculinité positive et violences sexuelles

Localités	Personnes touchées		Total
	Moins de 24 ans	Plus de 24 ans	
Ogou	676	119	795
Kloto	1265	1636	2901
Total	1941	1755	3696

4.2.4. Le Plaidoyer au niveau local et national

Les stratégies et documents pour le plaidoyer au niveau national sont en cours d'élaboration. Le retard accusé dans la transmission de la note politique a impacté négativement la mise en œuvre de cette activité.

5. Analyse des résultats obtenus

Les activités phares réalisées dans les zones d'intervention du projet ont permis aux acteurs concernés et à la population bénéficiaire de prendre conscience des violences basées sur le genre et de la nécessité de les prévenir pour l'épanouissement des adolescentes.

Ainsi, la tournée de mobilisation et de plaidoyer, suivie de la restitution de l'étude de base, ont conduit à l'adhésion des populations bénéficiaires et des acteurs aux objectifs du projet. Ils ont compris le lien entre les VBG et les grossesses précoces et se sont inscrits en acteurs de lutte contre les violences. A travers certains témoignages, les populations ont exprimé leur gratitude aux initiateurs de ce projet, car elles arrivent à comprendre aujourd'hui, qu'elles étaient victimes des violences mais elles étaient ignorantes.

Ensuite, selon les recommandations de l'étude de base, la lutte efficace contre les VBG en lien avec les grossesses précoces, devait se faire par les différents acteurs impliqués surtout au niveau local. Dans cette optique, le renforcement de capacités sur la prise en charge globale des VBG et sur les thématiques en lien avec les VBG a été bénéfique aux prestataires clinique et juridique ; aux jeunes et adultes membres des plateformes de lutte contre les violences.

Au sortir de cette formation, le traitement des cas de viols signalé se fait systématiquement avec le concours de tous les acteurs impliqués. Le médecin, avant tout acte informe les Actions Sociales et les juges pour les prochaines étapes une fois la prise en charge clinique terminée. Les Actions sociales et les juges se saisissent du dossier pour que la loi soit appliquée, les gendarmes les appuient dans la recherche des potentiels auteurs. Les ONG (SOS VE) sont saisies pour la prise en charge psychologique des victimes. Cette synergie d'action a

permis de soigner les victimes et de poursuivre les auteurs de viols jusqu'à leur incarcération. A ce jour, ces acteurs ont eu à traiter deux (02) cas de Viols, un cas d'agression sexuelle entre enfants et un cas de kidnapping. Chaque acteur a pris dès lors conscience que la prévention des VBG relève de la convergence d'action de tous les acteurs.

Par ailleurs, les plateformes jeunes et adultes de lutte contre les VBG outillés pour la prévention des VBG en lien avec les grossesses précoces, à travers des sensibilisations éveillent la conscience de la population sur les conséquences des VBG dans la vie de la jeune fille et du jeune garçon. Ces sensibilisations ont permis à certains parents de dénoncer des cas de viols sur leurs enfants, ce qu'ils banalisaient ou avait peur de faire avant l'arrivée du projet.

Enfin, lors de services cliniques SSR et juridiques dans les communautés bénéficiaires, les populations se sont plus renseignées sur les démarches juridiques à faire en cas de violences. Elles ont également bénéficié des services en traitement des IST et en planification familiale pour éviter les grossesses non désirées.

En somme, il ressort de toutes ces analyses que, les activités mises en œuvre ont abouti à une synergie d'action des acteurs dans la prévention et la prise en charge global des violences basées sur le genre. Ensuite, à travers les sensibilisations des comités mis en place, les parents ont le courage de dénoncer les cas de viols et autres cas de violences et arrivent à obtenir justice. Aussi, les populations savent que bénéficier des services clinique SSR et juridiques est un droit et ont pu en jouir lors de la campagne d'offre de services dans les localités bénéficiaires. Aussi, faut-il rappeler que, la signature du protocole d'engagement a scellé la collaboration entre tous les acteurs à tous les niveaux d'implication.

Lors des missions de suivi semestriel en cours en ce début du mois d'octobre, il est prévu des séances de travail avec les différents acteurs. Les cas grossesses précoces dans les établissements scolaires qui semblent avoir connu une recrudescence en période de confinement mis en place au début de la pandémie du COVID 19, principalement dans les cantons du projet seront analysés avec l'appui des prestataires de santé locale, les responsables des établissements scolaires et la chefferie traditionnelle. Cet exercice pourra constituer une première analyse, un cas d'école, pour recueillir quelques informations sur l'efficacité du modèle d'intervention suite aux sensibilisations, aux dénonciations des cas et la variation ou non du nombre des cas de grossesses précoces dans les communautés en période COVID19.

Les différents suivis qui seront réalisés établiront le lien entre la diminution des VBG et l'arrivée du projet. Ils dégageront aussi l'appui entre les différents acteurs en vue de l'atteinte des résultats escomptés.

Les dépenses prévues pour la période qui suit et jusqu'à la fin du projet

Les dépenses prévisionnelles pour la période qui suit et ce jusqu'à la fin du projet s'élèvent à **136 509 000 francs CFA**, correspondant pratiquement à 50% du budget global du projet pour ce seul semestre. Cette situation est due au retard

accusé dans la mise en œuvre des dépenses pour les périodes précédentes à cause des circonstances déjà évoquées mais également du fait que pour la période passée les fonds transférés n'ont pas permis de payer certaines dépenses. Il est donc plus qu'indispensable de rattraper durant cette période ce grand écart pour espérer atteindre les objectifs du projet.

Le calendrier d'exécution du projet

ACTIVITES	Sous activités	CALENDRIER
Activités scientifiques	Rédaction de (01) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Novembre-Décembre 2021
	Élaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Novembre-Décembre 2021
Plaidoyer au niveau local et national	Finalisation des documents de plaidoyers	Octobre 2021
	Visite de plaidoyer	A la demande
	Participation aux réunions/Visite de plaidoyers auprès des partenaires et institutions	A la demande
Activité de plaidoyer au niveau International	Participation/ organisation de réunions/Visite de plaidoyers auprès des partenaires et institutions internationales	Novembre-Décembre 2021
Activités de communication	Rencontres périodiques du comité collaboratif	Octobre 2021
	Diffusion des résultats et stratégies d'engagement avec les utilisateurs	Novembre-Décembre 2021
Activité de Sensibilisation	Sensibilisation des communautés/des filles/autorités traditionnelles et	Activité continue jusqu'en janvier 2022

	leaders communautaires	
Offre de service SSR clinique et juridique	Organisation de clinique mobile Organisation de caravane	Novembre-Décembre 2021
Suivi/Coordination du projet	Mission de suivi trimestriel de l'intervention	Décembre 2021 Février 2022
	Visite de suivi auprès des communautés	Périodique des agents de suivi
Évaluation de l'intervention	Élaboration des outils de collecte	Décembre 2021
	Recrutement et Formation des agents de collecte	Décembre 2021
	Collecte de données	Janvier 2022
	Analyse des données et production du rapport d'évaluation	Février 2021

Extrants du projet et diffusion des résultats :

Rappel des extrants attendus du projet

Aux termes de la mise en œuvre du projet, les extrants ci-après sont attendus :

- ✓ Un Modèle efficace validé de réponse aux grossesses précoces et aux VBG visant à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents ;
- ✓ Une étude de base sur les facteurs explicatifs des grossesses précoces et les liens avec les VBG et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents au Togo ;
- ✓ Deux (02) Policy briefs et deux (02) articles scientifiques élaborés ;

- ✓ Deux (02) rapports de recherche évaluative de l'intervention (situation de référence et évaluation de l'intervention) disponibles ;
- ✓ Des supports de plaidoyers (dépliants, infographie, affiches, des articles de presse, enregistrements d'émissions radiophoniques et débats télévisés, des argumentaires...) sont produits ;
- ✓ Rapports des ateliers de validation des résultats de recherche dont le modèle d'intervention.
- ✓ Un rapport de synthèse de la recherche

Les extraits disponibles

Pour la période couverte par le rapport sont disponibles :

- L'étude de base sur les facteurs explicatifs des grossesses précoces et les liens avec les VBG et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents au Togo
- Le Modèle validé de réponse aux grossesses précoces et aux VBG visant à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents est également disponible
- Le rapport de l'atelier de validation de l'étude de base
- Un Policy brief
- Un article scientifique
- Une situation de référence pour l'intervention

Recommandations

Le retard accusé dans le démarrage de l'intervention, même si aujourd'hui, il a été plus ou moins rattrapé, nous amène à recommander une prorogation de 6 mois pour la durée totale de mise en œuvre du projet. 3 mois supplémentaire pour la période de test du modèle sur le terrain et 3 mois supplémentaires pour la diffusion des résultats et stratégies d'engagement avec les utilisateurs. Ceci aura l'avantage d'avoir suffisamment de recul pour mesurer l'efficacité du modèle.